

Zenaida Yasacama Gayas est une femme autochtone, mère et militante, originaire du peuple Kichwa de Pakayaku, Amazonie équatorienne, actuelle vice-présidente de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE). Zenaida est titulaire d'une licence en sciences économiques par l'Université de Cuenca et d'un Master en économie par l'Université de La Havane. Elle participe depuis plus d'une décennie au mouvement autochtone régional et national.

L'objectif de cet entretien est d'aborder la trajectoire de Zenaida, à travers le récit de son histoire, ses souvenirs de la lutte de son peuple et ses impressions sur les défis actuels auxquels les femmes autochtones de l'Amazonie sont confrontées. Cet entretien a été réalisé en juin 2022, dans le cadre d'un travail de recherche mené par l'anthropologue Sofia Cevallos sur l'organisation des femmes amazoniennes dans le cadre de leurs luttes contre l'extractivisme.

Zenaida, pourriez-vous m'expliquer un peu plus ce que cela signifie d'être une femme autochtone en Équateur aujourd'hui ?

Être une femme autochtone implique d'abord de traverser par de nombreuses situations de discrimination, bien que nous, en tant que peuples autochtones et femmes autochtones, sachions clairement que nous sommes dans un pays de diversité culturelle, de diversité ethnique, de diversité de peuples, de nationalités et de modes de vie. Mais, en tant que femmes autochtones, nous continuons de subir de nombreuses violations de nos propres droits. Nous devons aussi dire que nous avons vécu le machisme de nos propres compagnons et que cela aussi nous a permis d'apprendre et d'affronter, nous a permis de dire aux hommes que les femmes aussi peuvent faire. Notre objectif en tant que leaders autochtones est collectif. Une femme autochtone pense toujours au collectif et non à l'individuel. Maintenant, nous sommes arrivés à un travail plus collectif, un travail plus organisationnel, politique, et nous avons été en première ligne de tous les combats. Nous avons été celles qui avons organisé tout type d'activité au sein de l'organisation et dans l'arène politique. Ceci nous a servi à réfléchir sur nous-mêmes et à notre rôle dans la lutte. Nous avons choisi la voie politique parce que nous avons constaté que les hommes ne reconnaissent malheureusement pas pleinement les efforts des femmes. Parfois, en tant que mères ou en tant que filles, en tant que femmes leaders qui avons travaillé depuis la petite communauté jusqu'à la plus grande, nous ressentons le besoin de lutter, non seulement pour nos peuples mais aussi pour les femmes d'autres secteurs sociaux, comme les sœurs métisses les afro-descendantes, les *montubias*, etc., qui habitent en Équateur. Ces femmes ressentent aussi la même chose que nous, cette discrimination, cette inégalité et cette frontière qui s'établit entre celle qui a le plus et celle qui a le moins. Il y a eu plusieurs situations qui nous ont amenées à trouver plus de force dans le processus d'organisation et dans la lutte. Des femmes autochtones ont créé un espace basé sur la lutte, en tant que représentantes au sein de l'assemblée nationale, du parlement andin. Nous recherchons ces espaces, les considérant non seulement comme des espaces pour détenir un pouvoir, mais pour générer de nouvelles femmes et de nouveaux visages qui pourront ensuite assumer des responsabilités au niveau national, au niveau international. Les femmes luttent pour la vie, se battent pour être, pour vivre, mais sans être humiliées, nous luttons pour la dignité qui nous a fortifiée et que nous voulons aussi fortifier ; et nous luttons pour l'unité des peuples et des nationalités. Les femmes ont toujours eu du respect, vis-à-vis des hommes, des étrangers, nous avons ouvert nos bras pour pouvoir accueillir d'autres femmes, dirigeantes, leaders et compagnons de lutte. On nous dit toujours que nous ne pouvons pas oublier notre mode de vie et nos activités, nos tâches « de femmes ».

Mais cela implique parfois de la violence et de la discrimination qui excluent les femmes. Il y a des femmes de différentes nationalités qui subissent ce type de violence, même avec leurs propres conjoints, qui ne leur permettent pas de participer à différentes activités. Le machisme est présent mais petit à petit nous brisons cet obstacle. Pour cette raison, je mentionne toujours dans mes interventions que nous voulons également intégrer de nouveaux visages dans ce processus de lutte. Parce qu'être une femme autochtone, c'est aussi bien être dans le *chakra* - jardin -, être professionnelle, faire de la *chicha*, s'occuper de nos enfants, être en politique. J'ai aussi pensé au rôle des femmes dans le renforcement de la jeunesse, pour pouvoir défendre nos territoires, pour être libres de la pollution et continuer, au moins, à respirer, encore pendant quelques années, de l'air pur. Les femmes se sont demandées : comment allons-nous atteindre cet objectif ? Et la réponse est que nous ne pouvons y parvenir que sur la base de la lutte, afin de combiner tout cela, nous avons besoin que nos organisations soient renforcées. Et que les femmes soient unies. Cela a été et continuera d'être le rôle des femmes autochtones. Être une femme autochtone n'est pas facile et être sur la question politico-organisationnelle n'est pas facile non plus. Il y a beaucoup de paradigmes que nous brisons petit à petit. Mais je crois qu'il est important de continuer à chercher l'unité, également avec d'autres pays d'Amérique latine, où il y a des peuples autochtones et des femmes qui luttent pour le même objectif. Il est important de tisser des liens avec des sœurs d'autres peuples et au niveau international, afin que nous puissions aussi unir nos forces et écouter nos voix. Parce qu'on parle de plurinationalité, mais jusqu'à présent on n'a pas réussi, ici en Équateur du moins.

Quelle a été la devise principale des femmes autochtones amazoniennes dans leur lutte ?

La devise des femmes dans leur lutte a toujours été « les femmes luttent pour la vie ».

Et en quoi consiste cette lutte pour la vie ?

Cette lutte pour la vie implique d'en finir avec les menaces, avec la persécution, avec la discrimination. Cette lutte pour la vie implique le thème de la défense territoriale, le thème des droits collectifs, implique le combat pour l'environnement. Nous pensons que si la nature est détruite, les cultures, l'éducation, les savoirs ancestraux sont pratiquement détruits. Si on détruit la nature, on perd tout, la faune, les rivières. Si nous disons que les femmes se battent pour la vie, nous disons aussi que les femmes participent à l'organisation et à la politique, nous parlons aussi d'un développement et une participation équitable. Les hommes et les femmes doivent se battre avec le même objectif. Nos réalisations doivent toujours être en faveur des générations futures et il doit y avoir une revendication pour que les États nous respectent et ne piétinent pas notre mode de vie. Parce que nous vivons actuellement une menace en Équateur qui est l'expansion pétrolière et minière. Il y a beaucoup de gens qui meurent de différentes maladies dans ce contexte, et cela nous fait donc beaucoup réfléchir. On se bat pour la vie, mais le gouvernement ne nous respecte pas. Au moins, dans le nord de l'Équateur, chaque jour il y a des enfants qui meurent de malnutrition, il y a des femmes qui meurent de différentes maladies dans ces endroits où il y a de l'exploitation pétrolière et minière. Alors, cela nous fait penser qu'en

tant que femmes, il faut que nous continuions à construire une stratégie de lutte. Parfois nous avons arrêté un peu cette lutte pour la défense de la vie, maintenant c'est à nous tous de reprendre ce combat. Nos mouvements doivent revendiquer le droit à une vie digne. Parce que si le mouvement autochtone ne lutte pas, personne ne luttera pour nous.

Que signifie le combat pour la défense des territoires et comment ce combat s'inscrit-il dans une revendication plus large des femmes pour la défense de la vie ?

Lorsque nous parlons de territoire, il existe de nombreuses expressions : "la mère nature", la "forêt vivante", que les rivières sont vivantes, que les montagnes sont vivantes, que dans la forêt il y a toute la sagesse concentrée, dans les rivières, dans les lagons, dans les montagnes. Les femmes ont une relation très étroite avec ceci, car grâce aux territoires, elles existent. Pour tout nous avons besoin du territoire, pour nous nourrir, nous avons besoin du territoire pour faire notre artisanat, même pour nous soigner. Pour nous le territoire est un tout : ce qui apporte l'harmonie. La conception des femmes est que, si nous ne prenons pas soin du territoire, nous n'aurons pas pris soin de nos vies, car en lui et à partir de lui la *chakra* est faite, les fruits sont produits, récoltés. Cela a toujours été pensé en corrélation. Les femmes ont été qualifiées de "gardiennes", les "axes principaux", mais, souvent, les combats de ces femmes ne sont même pas mentionnés. Pour cette raison, de nombreuses femmes autochtones ont mentionné que, si nous allons parler du territoire, que ce soit nous-mêmes, pour faire ressentir ce que nous vivons au quotidien, ce que nous faisons au quotidien sur le territoire. C'est pourquoi nous les femmes avons dit : « si nous nous battons nous ne détruirons pas notre forêt, si nous ne nous battons pas, nous détruirons la forêt », "l'eau n'est pas à vendre, l'eau doit se défendre", « le territoire n'est pas à vendre, le territoire doit être défendu ». Nous les femmes avons conçu ces messages basées sur notre rapport au territoire.

Dans quel sens l'extractivisme affecte-t-il les femmes autochtones ?

Les activités pétrolières ont affecté notre mode de vie en général, ils ont détruit l'harmonie que nous avons entre peuples et nationalités, et ils ont également violé nos droits et en particulier les droits des femmes, parce que cela a créé plusieurs problèmes par rapport aux femmes. Avec ces activités pétrolières, il y a beaucoup de gens d'ailleurs qui viennent et font ce qu'ils veulent. Par exemple, ils laissent les femmes enceintes, ils abandonnent les femmes avec des enfants. Ainsi, les femmes ont été plus touchées, car elles se sont retrouvées avec des enfants, seules, sans emploi. C'est ce que nous avons ressenti et nous avons donc élevé la voix pour dénoncer que nous avons aussi été menacées, que nous avons aussi été persécutées.

Comment les femmes s'organisent-elles à l'intérieur et à l'extérieur de leurs

Au sein de nos communautés, des commissions de femmes ont été créées et, au moins dans ma communauté, Pakayaku, nous avons vu qu'il y a des femmes qui sont en train d'apprendre le leadership. D'autres sont devenues des leaders. Les femmes, après tout, sont depuis toujours dans ce leadership. J'ai toujours soutenu que les femmes ont été l'axe principal de l'organisation et je pense que les commissions de femmes nous excluent parfois de l'organisation plus large. Je crois qu'à partir du leadership des femmes, nous pourrions réaliser des programmes et des projets variés. Ce leadership féminin a été fait pour que les femmes puissent s'organiser, pour que les femmes puissent parler des affaires des femmes. Mais pas seulement. Je crois que les femmes sont actuellement à la tête du leadership, pas seulement dans les affaires des femmes. Cela veut dire que les femmes participent aux assemblées en apportant leurs propositions, leurs avis, leurs contributions. Le leadership féminin joue un rôle fondamental dans l'organisation. À Pakayaku, nous avons une garde communautaire où les femmes sont impliquées. Et nous avons vu que leur rôle est essentiel. Pourquoi les femmes devraient-elles faire partie de la garde communautaire ? Je considère que les femmes ont assumé une responsabilité et un rôle fondamental, résolvant des problèmes comme l'alcoolisme, par exemple. On a vu chez les collègues femmes, qu'elles sont sérieuses et qu'elles assument ces rôles avec beaucoup de responsabilité. Le leadership des femmes c'est pouvoir planifier ce que nous allons faire désormais, comment nous allons nous organiser. C'est aussi pour montrer que nous avons joué un rôle fondamental dans le passé, pour montrer ce que nous, les femmes, avons voulu et voulons. Je pense que les femmes ne doivent pas être isolées dans des espaces tels que les commissions de femmes et que nous devons plutôt être présentes dans tous les espaces, nous devons être des participantes actives. Mais actuellement, la structure organisationnelle est ainsi.

Pourquoi la lutte des peuples autochtones pour les droits est-elle importante ?

Auparavant, les peuples autochtones n'étaient pas reconnus, on parlait de leurs droits, mais ils n'étaient pas reconnus. Par exemple, un des droits était au territoire, parce que nous étions là depuis de nombreuses années et nous n'avions pas ce droit au territoire. Pour les peuples autochtones, seule la mobilisation, le soulèvement, leur a permis de revendiquer le droit d'avoir le territoire. Ce n'est pas parce que le gouvernement a dit « regardez ici, vous avez des droits comme tous les Équatoriens ». Non! C'était suite à notre combat. Ainsi, d'autres droits, le droit à l'éducation, le droit des femmes, le droit des enfants, le droit à la santé et le droit d'être citoyen équatorien, n'étaient pas reconnus non plus. En 2008, l'État plurinational a été reconnu, c'est très récent. Maintenant, les droits sont reconnus, mais ces droits ne sont pas mis en pratique. La loi existe, mais elle ne s'incarne pas dans la réalité nationale, dans la réalité des peuples autochtones. Nous avons donc encore besoin que ce droit devienne effectif. Les gouvernements au niveau international ont parlé de droits de l'homme, de droits collectifs, de traités internationaux, mais, en réalité, en Équateur du moins, ils ne sont pas pleinement appliqués. Ils ont parlé d'un droit de conserver les territoires autochtones, des droits de la nature, mais que fait le gouvernement ? Maintenant, il parle du décret 151, sur l'expansion minière et pétrolière. C'est une violation des droits car la Constitution soutient le droit à la conservation. Cela nous a beaucoup fait réfléchir : lorsque le président Lasso parle des droits de la nature, il semble en pratique qu'il ne fasse que mentir ou que ça ne soit uniquement pour faire le

La réalité ici est différente, et de quel droit parlons-nous ? Notre devise est : ici en Équateur, il n'y a pas de respect des droits, il n'y a pas d'effectivité des droits, nous nous sentons en insécurité dans l'État équatorien en tant que mouvement autochtone. Je crois que l'État considère les droits de la nature comme un objet. Et il dit souvent « mais ces indiens ont tellement de forêt, qu'est-ce qu'ils veulent en faire ? ». Mais je dis, ils ne pensent pas que dans 50 ou 100 ans, peut-être que je n'existerai plus. Nous, les autochtones, ne nous battons pas individuellement, nous nous battons pour le collectif. D'où vient ce droit de la nature ? Il découle aussi de la proposition de la CONAIE, que "la terre ne se vend pas, la terre se défend" Pourquoi ce droit est-il apparu ? parce que les territoires des peuples autochtones sont collectifs, et qu'être sur le territoire, c'est ressentir, c'est ressentir si on coupe un arbre, c'est sentir qu'on a un arbre en moins, parce qu'on fait aussi partie de tout ça, et que cette terre, cette nature ou cette rivière a le droit de ne pas être polluée, elle a le droit de ne pas être détruite. Parce que si nous détruisons, que se passera-t-il ? Nous aurons perdu notre droit, d'abord en tant que communauté ; deuxièmement, en tant que personnes ; et troisièmement, nous perdrons le droit que nous avons gagné d'obtenir des titres de propriété collectifs. Cela permettra, à terme, à chacun de repartir avec son lopin de terre ou peut-être de vendre aux grandes transnationales. Et les grandes transnationales ne respectent pas la loi de la nature.

Zenaida, que signifie le *Sumak Kawsay* ou Bien Vivre pour les peuples autochtones ?

Je me souviens très jeune : le *Sumak Kawsay* est né des peuples autochtones et signifie que nous recherchons une vie en harmonie, en communauté et dans des territoires sans pollution. *Sumak Kawsay* ou "Bien Vivre", signifie brièvement : la vie en harmonie. Mais, vivre en harmonie dans notre langue signifie plusieurs choses : le rapport entre la nature et le rapport de l'homme envers la nature. Si nous n'avons pas une *chakra* qui produit bien, ou un sol qui produit bien, ce n'est pas une bonne vie. Le Bien Vivre c'est dans nos communautés, bien sûr on n'a pas tout ce qu'il faut, mais les gens qui ont une cabane où on se sent bien, on va chasser, on ramène des poissons, un peu de viande, puis ça va. Mais quand nous venons en ville, c'est là qu'on voit que le monde s'effondre, parce que tout est argent, tout est pour quelque chose. Le Bien Vivre pour nous, pour nous dans nos communautés est une autre réalité. Et nous nous sentons bien chez nous, dans nos communautés, c'est là que se trouve le Bien Vivre. Dans le contexte occidental, le bien-être signifie avoir une maison, une voiture, avoir accumulé de l'argent, avoir des choses matérielles. En revanche, pour nous, c'est la manière d'organiser, d'abord la famille, le troc que l'on fait avec le cœur, les échanges, parfois on cuisine, j'appelle mon cousin, j'appelle ma mère, tout le monde : "si j'ai assez de viande, je donne à l'un et l'autre". Se sentir en paix avec nous, c'est-à-dire être solidaire. Les peuples autochtones, du moins mon peuple, le peuple Kichwa de Pakayaku, pensent que le Bien Vivre c'est que nous puissions tous avoir, même si c'est une banane, du manioc, mais que nous puissions tous avoir quelque chose à manger et que tout le monde aussi puisse avoir un travail. C'est notre sentiment, c'est cette solidarité, s'aimer en tant qu'autochtones et se respecter. C'est l'essence du Bien Vivre, c'est-à-dire l'harmonie entre les uns et les autres. Le bien-être dans la partie occidentale est un bien-être du matérialisme, un bien-être qui vide les gens, vous avez toutes les choses que vous voulez avoir, mais vous n'avez rien à l'intérieur. Vous ne vous

sentez même pas en paix, mais vous vivez avec inquiétude. Je m'inquiète si je gagne, si je perds, le prêt, la dette. L'État le voit ainsi. À mon avis, si en Équateur on parle de Bien Vivre, il faut être équitable. La répartition des ressources économiques de l'État équatorien doit être équitable afin que nous puissions avoir une bonne éducation, une bonne santé, de bonnes infrastructures, où les politiques publiques soient au profit de tous les peuples et nationalités. Mais, tant que cela n'existera pas, de quel Bien Vivre va-t-on parler ? Quand il n'y a pas d'emploi, quand il n'y a pas de sécurité, quand il n'y a pas de bonne éducation, quand il n'y a pas de bonne santé, il n'y a pas de qualité de soins, ce n'est pas un Bien Vivre. C'est ce que les peuples et les nationalités ont réclamé. Si la répartition était équitable, si le gouvernement travaillait avec différentes organisations, alors on parlerait d'un Bien Vivre. Bref, nous, peuples autochtones, parlons d'harmonie, d'harmonie entre la nature et l'homme. C'est une corrélation. Il existe plusieurs explications et concepts du Bien Vivre. Nous ne parlons pas de concepts, mais ce dont nous parlons, c'est de notre contexte et de notre expérience qui est réelle, c'est la réalité que nous vivons au quotidien.

*

Sofia Cevallos est anthropologue, post-doctorante à l'Université Paris 8, à la Faculté latino-américaine des Sciences Sociales FLACSO-Brésil et à l'Université de Brasilia. Elle a soutenu sa thèse de doctorat à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales en 2019. En 2021, elle a reçu une bourse Marie Curie pour le développement de ses recherches axées sur l'organisation des femmes autochtones en Amazonie équatorienne dans le contexte de la lutte contre l'extractivisme au 21^{ème} siècle.

Photo d'illustration : Yvette Sierra Praeli.